



# Guyane, les communes de l'intérieur abandonnées, communiqué et lettre unitaire au Président de la république

14 mai 2020



Le 13 mai 2020 à Cayenne

Communiqué de presse

## LES POPULATIONS DES COMMUNES DE L'INTÉRIEUR ABANDONNÉES FACE AU CORONAVIRUS

Depuis quelques semaines les communes de l'intérieur constituent le nouveau moteur de l'épidémie de Covid-19 en Guyane suscitant l'inquiétude de toute la région et l'indignation des humanités vu le peu d'aide apportée par l'État aux populations concernées.

À la fin du mois d'avril, une dizaine de patient·e·s originaires du même village se sont présenté·e·s dans un Centre Délocalisé de Prévention et de Soins du Maroni avec des symptômes du Covid-19 et ont par la suite été testé·e·s positif·e·s, de même que certaines personnes de leur entourage. Ces cas localisés dans une commune de l'intérieur de la Guyane n'étaient pas surprenants ; en effet rien n'avait été fait pour faciliter le confinement de ces populations qui vivent trop souvent dans des logements de fortune et n'ont fréquemment ni accès à l'eau courante, ni la possibilité de rester confinés tel que le prescrit l'État. Aucun masque ni gel hydroalcoolique ne leur avaient été distribués. Par manque de personnels qualifiés et mauvaise gestion des autorités sanitaires, beaucoup trop peu d'actions de prévention ou d'explication des modes de transmission du virus et des moyens de s'en protéger avaient été réalisées à destination de ces populations qui n'ont pas accès aux informations disponibles sur le littoral ou dans l'Hexagone.

Par ailleurs, depuis le début de l'épidémie, plusieurs personnes symptomatiques travaillant dans des Centres Délocalisés de Prévention et de Soins ont été testées positives au Covid-19. Lorsqu'un seul cas avait été détecté aux urgences du Centre Hospitalier de Cayenne, l'ensemble du personnel de ce service avait été testé. Pourquoi dans les communes de l'intérieur les tests se sont-ils limités aux agents symptomatiques, laissant planer le doute d'une possible contamination de l'ensemble des personnels des centres de santé et contribuant à la mise en danger de toutes les personnes malades et fragiles fréquentant les centres ?

LE SYNDICAT SJD SANTÉ SOCIAUX GUYANE ET L'UNION INTERPROFESSIONNELLE SOLIDAIRES GUYANE RÉCLAMENT PLUS D'ATTENTION ET DE MOYENS POUR LES HABITANTS DES COMMUNES DE L'INTÉRIEUR. À DÉFAUT D'UN CONFINEMENT IMPOSSIBLE À RÉALISER, LES MOYENS DE SE PROTÉGER ET LES INFORMATIONS MINIMUMS DOIVENT NECESSAIREMENT LEUR ÊTRE AMENÉS AU PLUS VITE, AU RISQUE DE LAISSER L'ÉPIDÉMIE SE PROPAGER D'AVANTAGE.

LE SYNDICAT SJD SANTÉ SOCIAUX GUYANE ET L'UNION INTERPROFESSIONNELLE SOLIDAIRES GUYANE RÉCLAMENT UN VÉRITABLE PLAN D'INVESTISSEMENT POUR LES POPULATIONS DÉFAVORISÉES DE GUYANE DONT LES CONDITIONS DE VIE NE SONT DIGNES NI DE LA FRANCE NI DE LA RÉPUBLIQUE. TANT QU'ELLES N'AURONT PAS ACCÈS À UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ, À DES INFRASTRUCTURES FACILITANT LES CRÉATIONS D'EMPLOIS, AUX SOINS ET À LA SANTÉ, CES POPULATIONS RESTERONT PARTICULIÈREMENT VULNÉRABLES À TOUTES LES ÉPIDÉMIES ET À TOUTES LES CRISES.

LE SYNDICAT SJD SANTÉ SOCIAUX GUYANE ET L'UNION INTERPROFESSIONNELLE SOLIDAIRES GUYANE RÉCLAMENT PLUS DE TESTS, EN PARTICULIER POUR LES SOIGNANT·E·S POTENTIELLEMENT CONTAMINÉ·E·S ET RAPPELLENT QUE L'USAGE GÉNÉRALISÉ DES TESTS CONSTITUE UN MOYEN INDISPENSABLE POUR ÉVITER UNE PROPAGATION DE L'ÉPIDÉMIE ACTUELLE.

CONTACT : Sud Santé Sociaux Guyane [sudanteguyane@gmail.com](mailto:sudanteguyane@gmail.com)



Le 13 mai 2020 à Cayenne

*Communiqué de presse*

## LES POPULATIONS DES COMMUNES DE L'INTÉRIEUR ABANDONNÉES FACE AU CORONAVIRUS

Depuis quelques semaines les communes de l'intérieur constituent le nouveau moteur de l'épidémie de Covid-19 en Guyane suscitant l'inquiétude de toute la région et l'indignation des humanistes vu le peu d'aide apportée par l'État aux populations concernées.

À la fin du mois d'avril, une dizaine de patient-e-s originaires du même village se sont présenté-e-s dans un Centre Délocalisé de Prévention et de Soins du Maroni avec des symptômes du Covid-19 et ont par la suite été testé-e-s positif-ve-s, de même que certaines personnes de leur entourage. Ces cas localisés dans une commune de l'intérieur de la Guyane n'étaient pas surprenants ; en effet rien n'avait été fait pour faciliter le confinement de ces populations qui vivent trop souvent dans des logements de fortune et n'ont fréquemment ni accès à l'eau courante, ni la possibilité de rester confinés tel que le prescrit l'État. Aucun masque ni gel hydroalcoolique ne leur avaient été distribués. Par manque de personnels qualifiés et mauvaise gestion des autorités sanitaires, beaucoup trop peu d'actions de prévention ou d'explication des modes de transmission du virus et des moyens de s'en protéger avaient été réalisées à destination de ces populations qui n'ont pas accès aux informations disponibles sur le littoral ou dans l'Hexagone.

Par ailleurs, depuis le début de l'épidémie, plusieurs personnes symptomatiques travaillant dans des Centres Délocalisés de Prévention et de Soins ont été testées positives au Covid-19. Lorsqu'un seul cas avait été détecté aux urgences du Centre Hospitalier de Cayenne, l'ensemble du personnel de ce service avait été testé. Pourquoi dans les communes de l'intérieur les tests se sont-ils limités aux agents symptomatiques, laissant planer le doute d'une possible contamination de l'ensemble des personnels des centres de santé et contribuant à la mise en danger de toutes les personnes malades et fragiles fréquentant les centres ?

LE SYNDICAT SUD SANTÉ SOCIAUX GUYANE ET L'UNION INTERPROFESSIONNELLE SOLIDAIRES GUYANE RÉCLAMENT PLUS D'ATTENTION ET DE MOYENS POUR LES HABITANTS DES COMMUNES DE L'INTERIEUR. À DÉFAUT D'UN CONFINEMENT IMPOSSIBLE A RÉALISER, LES MOYENS DE SE PROTÉGER ET LES INFORMATIONS MINIMUMS DOIVENT NÉCESSAIREMENT LEUR ÊTRE AMENÉS AU PLUS VITE, AU RISQUE DE LAISSER L'ÉPIDÉMIE SE PROPAGER DAVANTAGE.

LE SYNDICAT SUD SANTÉ SOCIAUX GUYANE ET L'UNION INTERPROFESSIONNELLE SOLIDAIRES GUYANE RÉCLAMENT UN VÉRITABLE PLAN D'INVESTISSEMENT POUR LES POPULATIONS DÉFAVORISÉES DE GUYANE DONT LES CONDITIONS DE VIE NE SONT DIGNES NI DE LA FRANCE NI DE LA RÉPUBLIQUE. TANT QU'ELLES N'AURONT PAS ACCÈS À UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ, À DES INFRASTRUCTURES FACILITANTS LES CRÉATIONS D'EMPLOIS, AUX SOINS ET À LA SANTÉ, CES POPULATIONS RESTERONT PARTICULIÈREMENT VULNÉRABLES À TOUTES LES ÉPIDÉMIES ET À TOUTES LES CRISES.

LE SYNDICAT SUD SANTÉ SOCIAUX GUYANE ET L'UNION INTERPROFESSIONNELLE SOLIDAIRES GUYANE RÉCLAMENT PLUS DE TESTS, EN PARTICULIER POUR LES SOIGNANT-E-S POTENTIELLEMENT CONTAMINÉ-E-S ET RAPPELLENT QUE L'USAGE GÉNÉRALISÉ DES TESTS CONSTITUE UN MOYEN INDISPENSABLE POUR ÉVITER UNE PROPAGATION DE L'ÉPIDÉMIE ACTUELLE.

CONTACT : *Sud Santé Sociaux Guyane* [sudsanteguyane@gmail.com](mailto:sudsanteguyane@gmail.com)

## LETTRE OUVERTE

Cayenne, le 11 mai 2020

A :

Monsieur Emmanuel MACRON  
Président de la République française

Objet : Déconfinement de la Guyane

Monsieur le Président de la République,

Les organisations signataires, souhaitent vous interpeller concernant le déconfinement ordonné en Guyane.

Comme l'ensemble de la population guyanaise, nous avons découvert stupéfaits votre volonté de lever le confinement en Guyane à compter du 11 mai. Les nombreuses interrogations que soulèvent cette annonce n'ont pas trouvé de réponses concrètes de la part des autorités que représentent le Préfet de Région, le Recteur d'académie et la Directrice de l'ARS. Pire, les diverses réunions et interventions médiatiques de ces représentants laissent apparaître une absence de cap et de réalisme dans la gestion de la crise. Devant cet état de fait, nous n'avions pas d'autre choix que de vous interpeler directement.

La volonté d'ouvrir les structures scolaires dès le 11 mai se baserait, selon vos propos, sur la nécessité de réduire les inégalités scolaires, en permettant aux enfants décrocheurs de reprendre le chemin de l'école. Or, vous n'êtes pas sans connaître la réalité du territoire guyanais dans lequel, plus qu'ailleurs, l'enclavement territorial, l'inadaptation des contenus scolaires au contexte local, ou encore la fracture numérique, sont des réalités qui favorisent quotidiennement le décrochage scolaire. En outre, le Recteur a récemment annoncé que les écoles frontalières ne rouvriraient pas en Guyane et c'est malheureusement dans ces localités que les inégalités d'accès au savoir sont les plus importantes. Depuis de nombreuses décennies, la Guyane souffre d'un système éducatif inadapte et sous-dimensionné qui est responsable des résultats catastrophiques de l'académie en termes de réussite au Bac, de déscolarisation ou, encore, d'analphabétisme. Malheureusement, ce n'est pas en précipitant une rentrée pour deux à trois semaines de cours par élève, que la situation de l'enseignement guyanais va s'améliorer.

Malgré l'opposition de l'unanimité des élus locaux, nous constatons l'entêtement de vos représentants en Guyane à vouloir ouvrir au plus vite les structures scolaires ainsi que les crèches. La manifeste impréparation qui accompagne cette volonté d'ouvrir les établissements scolaires et de rétablir l'activité des entreprises dans un laps de temps très court montre, une fois de plus, le dogmatisme dont vous faites preuve en accordant une primauté de l'activité économique sur la



protection sanitaire de la population, ainsi qu'une vision très centralisée qui ne tient pas compte des réalités guyanaises.

Nous souhaitons vous rappeler, qu'à l'heure actuelle, les conditions de sécurité ne sont absolument pas réunies au sein des établissements, mais également dans les cantines, les transports et les internats pour permettre une ouverture des locaux. Au vu des protocoles sanitaires élaborés, il faudra plusieurs semaines ou mois aux collectivités locales pour réunir les conditions sanitaires optimales à l'ouverture des classes.

En outre, il est impossible aujourd'hui d'affirmer avec certitude l'emprise réelle du virus en Guyane, ni son évolution. Comment se fier aux statistiques de l'ARS lorsque l'on sait que depuis le début de l'épidémie seul 0.7% de la population a été testée ? Comment savoir quand arrivera le pic épidémique en Guyane alors que de nombreuses personnes contaminées sont asymptomatiques et que le faible accès aux soins combiné à l'absence de dépistage massif empêche d'en connaître le nombre ? Comment prévoir l'impact qu'aura l'épidémie qui sévit actuellement dans les états brésiliens frontaliers de l'Amapa et de l'Amazonas dans lesquels ont dénombré des centaines de nouveaux cas quotidiens ?

La relance de l'activité économique aurait pour conséquence d'amplifier l'épidémie du Covid-19 sur notre territoire. Or, nous connaissons tous les défaillances du système sanitaire en Guyane et il serait criminel de laisser l'épidémie de coronavirus se développer davantage chez nous. Enfin, nous vous rappelons que la Guyane doit également faire face à une épidémie de dengue qui pourrait créer de vives tensions sur notre fragile système de soins.

Enfin, nous ne comprenons toujours pas la logique de vos représentants locaux qui ont réagi tardivement pour limiter l'entrée du virus par l'aéroport. A ce jour encore, nous déplorons le fait que de nombreuses personnes soient exemptées de quatorzaine et qu'aucun test systématique ne soit pratiqué pour les personnes entrant sur le territoire. Cette absence de logique a entraîné l'importation de nombreux cas en Guyane alors qu'elle était au stade 1 de l'épidémie, ainsi que la formation de clusters, notamment au sein de l'hôpital de référence à Cayenne. Nous demandons donc la mise en place systématique de quatorzaine en des lieux dédiés et de test de dépistage pour toute personne entrant sur le territoire sans exception.

La gestion de la crise sanitaire en Guyane montre une fois de plus que les décisions relatives à la Guyane et au peuple guyanais doivent se prendre en Guyane et non en Europe à plus de 7000km !

Au vu de cet exposé, les organisations signataires, vous demandent solennellement de suspendre toute ouverture de classes et de crèches jusqu'à la rentrée 2020-2021. Cette dernière s'effectuera à la date la plus opportune en fonction des conditions sanitaires guyanaises et de la capacité réelle à mettre en place les divers protocoles établis. D'ores et déjà, nous appelons les services de l'État, ainsi que les élus locaux à faire le nécessaire pour que la prochaine rentrée se fasse dans des conditions optimales de sécurité sanitaire, ce qui demeure la seule façon de limiter le risque pénal de chacun.

Enfin, nous demandons la mise en place d'un Comité de Direction Local de gestion de crise comprenant les acteurs de la vie sociale (syndicats de travailleurs-euses, associations de parents d'élèves et de citoyens, partis politiques, etc). Ce comité aurait à charge de se prononcer sur les modalités de gestion de la crise sanitaire et d'élaborer un réel plan pour la réouverture des structures sus-citées à la prochaine rentrée scolaire avec les moyens alloués. Ce comité s'appuierait sur une coopération internationale de l'espace guyano-amazonien, ainsi que sur un comité scientifique local.



Pour conclure, nous dénonçons les ordonnances prévoyant le retrait de jours de congés et de RTT dans l'ensemble du monde du travail. Nous vous rappelons que vous êtes seul responsable de la décision de mise en confinement de la population. Cette décision aurait peut-être pu être évitée si depuis des décennies, l'application du dogme libéral n'avait pas drastiquement réduit nos capacités hospitalières et réduit à néant nos stocks stratégiques de masques. C'est cette même logique qui vous a, malheureusement, poussé à ne pas ordonner de réquisition d'industrie en France afin de produire en urgence une grande capacité de tests de dépistage, ce qui aurait pourtant permis de suivre les recommandations de l'OMS. Malgré le confinement, la France a un des bilans humains les plus lourds du monde et vous devrez, en tant que chef de l'État, en assumer la responsabilité. Ainsi, nous exigeons que les ordonnances du 25 mars et du 15 avril relatives au retrait de jours de congés et de RTT ne puissent s'appliquer en Guyane car les travailleurs-euses ne sont en aucun cas responsables de la crise sociale qui s'annonce et nous refusons que ce soit à eux de la payer.

Dans l'attente de vos retours, nous vous prions de croire, Monsieur le Président de la République, en nos engagements pour garantir la santé et la sécurité de la population guyanaise.

Signataires :

**Confédération Générale du Travail DIECCTE, Komité Drapo, Mouvement de Décolonisation et d'Émancipation Sociale, Nou Paré Pou, Mouvement Péyi Guyane, Parti Progressiste Guyanais, Solidaires Guyane, Union National des Syndicats Autonomes DEAL, Union des Travailleurs Guyanais**

- Emplacement : ré-agir ensemble > Mobilisations et actualités > Actualités >
- Adresse de cet article :  
<https://solidaires.org/Guyane-les-communes-de-l-interieur-abandonnees-communique-et-lettre-unitaire-au>